



Analyse De La Sécurité Alimentaire Dans Les Pays Arabes : Un Bref Aperçu Sur Le Cas Algérien 2009 A Ce Jour.

DEHKAL Asmaa

Enseignante chercheuse

Université Mustapha Stambouli – Mascara- Algérie

Laboratoire : Management des collectivités locales et développement local (MCLDL)

eco_asmaa@yahoo.fr

Résumé –

La sécurité alimentaire est une question complexe car c'est le grand sujet stratégique de demain, dans ce contexte, il nous a semblé judicieux d'en donner ici quelques éléments de définition, d'en dresser l'historique et de le distinguer des expressions similaires avec lesquelles il est régulièrement confondu ; et de monter le rapport fort entre la sécurité alimentaire et le développement humain afin d'éclaircir d'une manière analytique l'état de la sécurité alimentaires dans les pays arabes. Cet article s'efforcera de fournir une vue spéciale sur le cas algérien en focalisant sur la nouvelle démarche de programmation initiée par la FAO en Algérie. Cet article est organisé comme suit : la première partie est consacrée pour le cadre théorique, la deuxième partie s'intéresse à l'état de la sécurité alimentaire dans le monde en général et dans les Etats arabes en particulier. En dernier plan, la troisième partie propose un bref aperçu sur le contexte socio-économique et démographique de l'Algérie pour la période allant de 1990-2012 tout en tenant compte les avantages comparatifs de la FAO dans le pays.

Mots clés -

sécurité alimentaire, développement humain, les Etats arabes, Algérie, FAO, IDH.

Analysis of food security in Arab countries: A brief overview of the Algerian case: 2009 to today.

Abstract-

Food security is a complex issue because it is the great strategic subject of tomorrow, In this context, we thought it advisable to give some elements of definition, to raise the historical of similar expressions with which it is regularly confused; And to clarify the strong relationship between food security and human development in order to analyze the state of food security in the Arab countries in an analytical way. This article will endeavor to provide a special view of the Algerian case by focusing on the new programming approach initiated by FAO in Algeria. This article is organized as follows: the first part is devoted to the theoretical framework; the second part focuses on the state of food security in the world in general and in the Arab states in particular. In the final section, the third part provides a brief overview of the socio-economic and demographic context of Algeria for the period 1990-2012 while taking into account the comparative advantages of FAO in the country.

Key words-

food security, human development, the Arab States, Algeria, FAO, IDH.

تحليل واقع الأمن الغذائي في الدول العربية: لمحة مختصرة عن حالة الجزائر: 2009:

إلى يومنا هذا

ملخص -

الأمن الغذائي مسألة معقدة لأنه الموضوع الاستراتيجي الكبير للغد، وفي هذا السياق، بدا لنا من المناسب قبل مناقشة هذه المسألة توضيح بعض المفاهيم المتعلقة بالأمن الغذائي، وتوضيح العلاقة القوية بين الأمن الغذائي والتنمية البشرية. تحاول هذه المادة العلمية تقديم دراسة تحليلية لواقع الأمن الغذائي في العام بصفة عامة وفي الوطن العربي بصفة خاصة و التركيز في هذه الدراسة على حالة الجزائر. هذا العمل مقسم على النحو التالي : الجزء الأول مكرس للإطار النظري؛ ويركز الجزء الثاني على حالة الأمن الغذائي في العالم بشكل عام وفي الدول العربية على وجه الخصوص. وفي الجزء الأخير، يقدم لمحة موجزة عن السياق الاجتماعي والاقتصادي والديموغرافي للجزائر للفترة 1990 - 2012 مع تحليل واقع الأمن الغذائي للبلاد مع

سرد مبادرة المنظمة الدولية للزراعة و المجهودات المبذولة بالتعاون مع سلطات البلاد من أجل النهوض بالقطاع الفلاحي و تحقيق الأمن الغذائي..

الكلمات المفتاحية -

أمن غذائي، تنمية بشرية ، دول عربية، جزائر، الفاو، مؤشر التنمية البشرية.

Introduction :

La question de la sécurité alimentaire dont leur rapport au développement humain est au cœur de toutes les politiques agricoles et agroalimentaires de nombreux des pays en développement notamment les pays Arabes. Le terme est apparu au milieu des années 1970, lorsque le Sommet mondial de l'alimentation (1974) a défini la sécurité alimentaire en termes d'approvisionnement alimentaire, à savoir garantir la disponibilité et la stabilité des prix des produits alimentaires de base à l'échelon national et international. L'insécurité alimentaire résulte donc d'un ensemble de dysfonctionnements et de politiques et stratégies inappropriées. Il s'agit notamment des politiques agricole, nutritionnelle, d'éducation et de gouvernance locale.

Il y a 13 ans, les dirigeants du monde entier se réunissaient pour adopter la Déclaration du Millénaire des Nations Unies. Ils engageaient ainsi leur pays dans un nouveau partenariat mondial qui visait à réduire l'extrême pauvreté et la faim, en fixant une série de buts à atteindre à l'horizon 2015. Ces buts sont devenus par la suite les «Objectifs du Millénaire pour le développement» (OMD). Ils expriment la volonté de la communauté internationale d'améliorer la vie de milliards de personnes et de relever les défis du développement, suite à la récente crise alimentaire de 2007/2008, qui s'est traduite dans de nombreux pays par les « émeutes de la faim », la communauté internationale a fait preuve d'un regain d'intérêt pour la sécurité alimentaire mondiale.

La fin d'année 2014, pour des raisons à la fois internes, tenant au coût des importations de produits alimentaires, et au niveau élevé des prix des produits agricoles sur les marchés, et externes dues à la situation des marchés agricoles sur les marchés mondiaux, rendant plus aléatoire et complexe l'accès aux importations de produits venant compléter l'offre locale, ainsi que leur coût, la question de la sécurité alimentaire

nationale est revenue et s'est installée au premier rang des préoccupations.

La problématique de recherche consiste à étudier le rapport entre le développement humain et la sécurité alimentaire dans les Etats arabes d'une part, et d'autres part, examiner les défis principaux et les priorités de l'agriculture Algérienne pour assurer la sécurité alimentaire durable du pays.

La problématique de recherche renvoie à définir les questions suivantes :

- Quels sont les facteurs augmentant les risques en matière de sécurité alimentaire dans les pays arabes ?

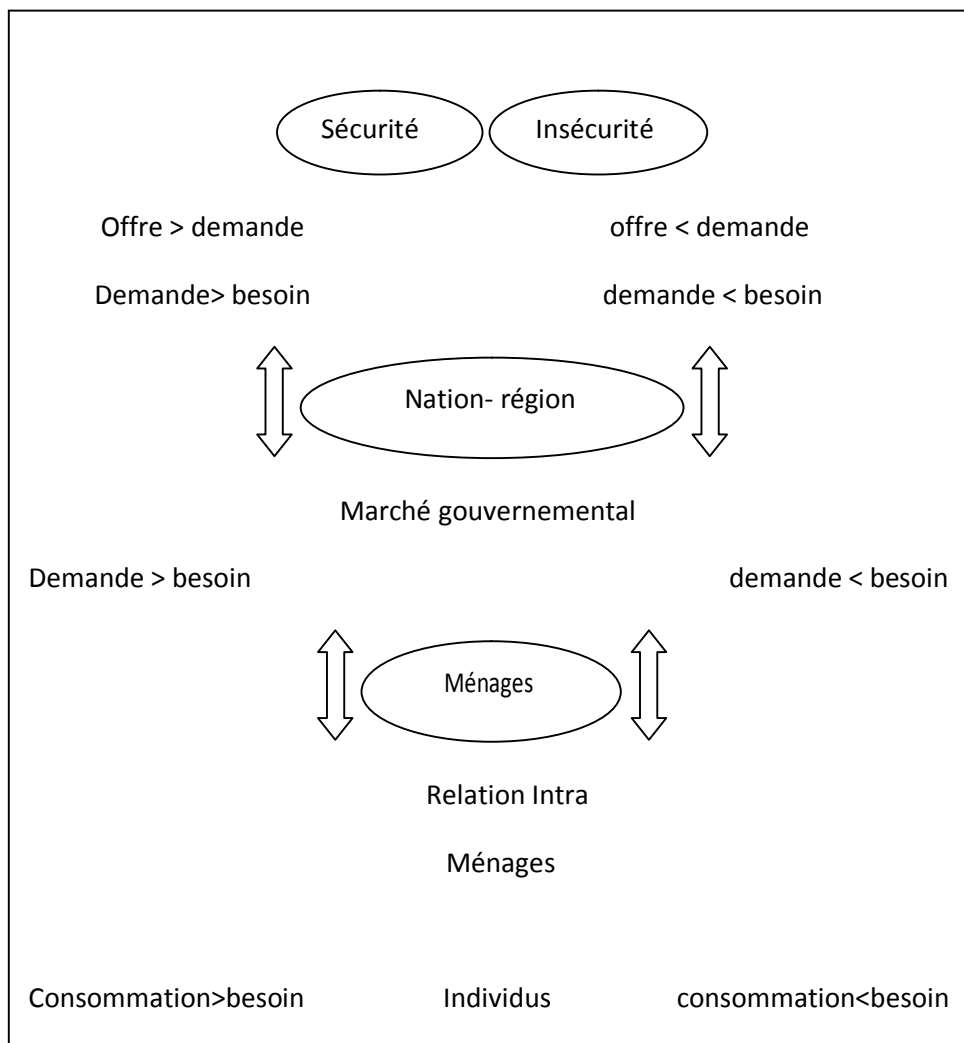
1- Est-ce que les chocs des prix alimentaires continueront-ils d'être une source de problèmes pour l'ensemble des Etats arabes ?

1-1 Définition

La définition du concept de « sécurité alimentaire », qui est la plus communément acceptée aujourd'hui, est celle qui a été définie lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, à savoir : « La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine ». (Sommet mondial de l'alimentation, 1996). Cette définition amplement acceptée est centrée sur les aspects suivants de la sécurité alimentaire¹ :

¹ Les priorités de l'action de la FAO en matière de sécurité alimentaire Notes d'orientation juin 2006 n° 2, P : 01

Figure 01 : définition du concept



Source : Sénégal- rapport national sur le développement humain – 2010 , P : 23

Disponibilité alimentaire: La disponibilité d'aliments en quantité suffisante et d'une qualité appropriée, dont l'approvisionnement est assuré par la production nationale ou les importations² (y compris l'aide alimentaire).

Accès à la nourriture: Accès de tous à des ressources adéquates (droits) leur permettant d'acquérir une nourriture adéquate et nutritive.

² Op, cité

Les droits sont définis comme l'ensemble de biens auxquels une personne est susceptible d'accéder en raison du contexte juridique, politique, économique et social de la communauté dans laquelle elle³.

Utilisation: L'utilisation de la nourriture dans le cadre d'une diète adéquate, d'eau potable, d'assainissement et des soins de santé de façon à obtenir un état de bien-être nutritionnel qui permette de satisfaire tous les besoins physiologiques. Tous ces éléments soulignent le rôle des facteurs non alimentaires dans la sécurité alimentaire.

Stabilité: Pour parvenir à la sécurité alimentaire, une population, un ménage ou une personne doit avoir un accès permanent à une nourriture adéquate. Cet accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de chocs soudains (par exemple, une crise économique ou climatique) ou par des événements cycliques (par exemple, une insécurité alimentaire saisonnière). Le concept de stabilité peut donc concerner à la fois la disponibilité et l'aspect lié à l'accès à la sécurité alimentaire⁴.

En 1983, les études de la FAO se sont centrées sur l'accès à l'alimentation et ont conduit à une définition basée sur l'équilibre entre la demande et l'élément de l'offre de l'équation de la sécurité alimentaire: «Assurer à toute personne et à tout moment un accès physique et économique aux denrées alimentaires dont elle a besoin » (FAO, 1983)

1-2 Historique et évolution du concept

Le concept de sécurité alimentaire est loin d'être unique et universel. Depuis son apparition dans les années 1970, il a en effet fortement évolué ; à tel point que plus de 30 définitions ont pu être repérées entre 1975 et 1991, ce qui montre la diversité des approches. Il a évolué semble-t-il de considérations très économiques et quantitatives vers des considérations plus humanistes et qualitatives⁵.

Un concept macroéconomique et quantitatif :

Si l'inquiétude envers les famines et la malnutrition est une préoccupation politique séculaire, ce n'est qu'au milieu des années 1970, au cours de Sommet mondial de l'alimentation de 1975, que le

³Op,cité

⁴ Op, cité

⁵Stamoulis, K., Zezza, A. (2003) A Conceptual Framework for National Agricultural, Rural Development, and Food Strategies and Policies.ESA Working Paper No. 03-17, P: 33

concept même de « sécurité alimentaire » est apparu, suite à la crise alimentaire mondiale de 1973/1974, qui a marqué les esprits. à l'époque, le cœur des préoccupations était l'approvisionnement alimentaire ; et la première définition qui a été donnée s'articulait essentiellement autour des notions de disponibilité quantitative et d'accès au niveau national, ces dernières étant entendues comme la recherche du bon équilibre entre l'offre et la demande⁶.

Une notion microéconomique et qualitative :

Par la suite, l'apport d'un certain nombre de penseurs sur la pauvreté, et en particulier la réflexion d'Amartya Sen sur les famines, ainsi qu'une série d'études de la FAO centrées sur l'accès à l'alimentation ont fait évoluer la définition d'un niveau macroéconomique à un niveau microéconomique : d'une préoccupation en termes de suffisance/insuffisance de l'offre, on est passé à une préoccupation en termes de satisfaction de la demande, à l'échelle familiale, avec la prise en compte des mécanismes d'accès aux ressources alimentaires et la capacité des plus démunis à se nourrir⁷.

Le concept de sécurité alimentaire s'est alors enrichi pour être défini comme suit :

« La capacité d'assurer que le système alimentaire fournit à toute la population un approvisionnement alimentaire adéquat sur le long terme ». Quelques années plus tard, les progrès de la science de la nutrition qui ont mis l'accent sur l'équilibre nutritionnel. La sécurité alimentaire est alors passée d'une dimension purement quantitative à une satisfaction qui est également qualitative : la sécurité alimentaire est considérée comme assurée si sont garantie, au même titre que les quantités, l'équilibre nutritionnel de la ration alimentaire (protéines, lipides et glucides)⁸.

1-3 Les dimensions de la sécurité alimentaire sont multiples

Le schéma ci-dessus illustre les différentes composantes de la sécurité alimentaire telle qu'elle entendue aujourd'hui, ainsi que les variables qui l'affectent.

Pour atteindre la sécurité alimentaire, les quatre dimensions suivantes doivent être examinées :

⁶ L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2013, Les multiples dimensions de la sécurité alimentaire, <http://www.fao.org/docrep/018/i3458f/i3458f.pdf>, P : 02

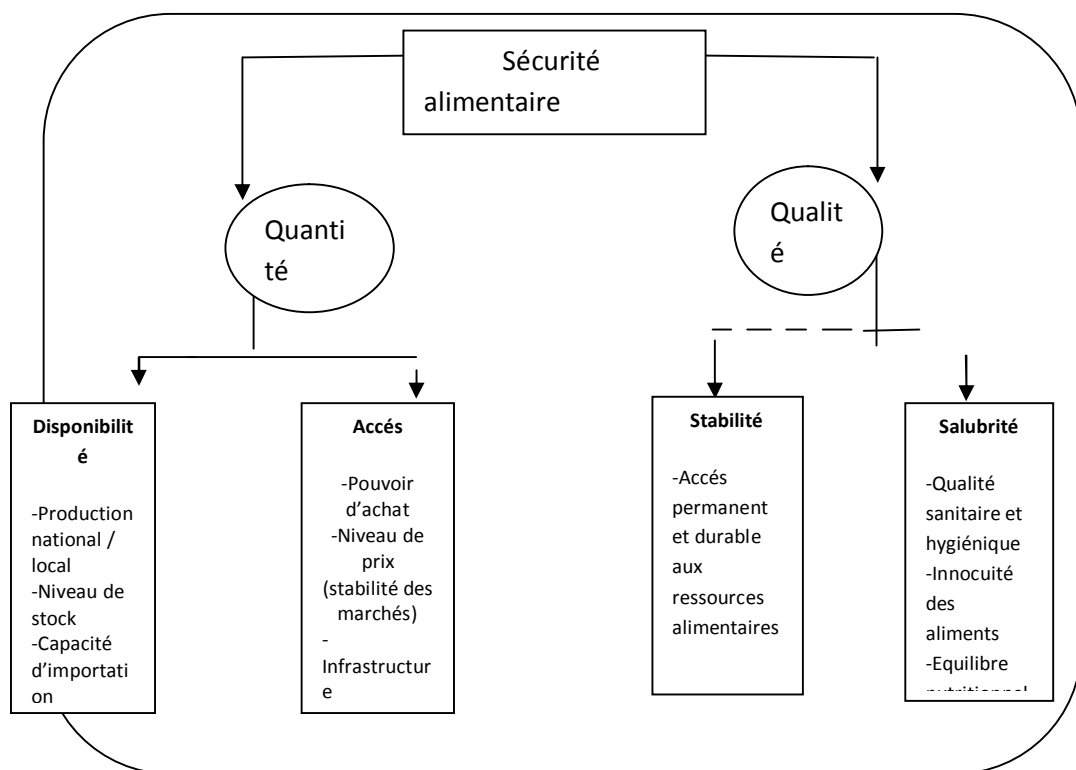
⁷<http://www.bneder.dz/pdf/journ-mond-alim1>

⁸Op, cité

La disponibilité des denrées alimentaires : La disponibilité de quantités suffisantes de denrées alimentaires de qualité adéquate, fournies par la production nationale ou les importations (y compris l'aide alimentaire)⁹.

L'accès aux denrées alimentaires : L'accès des individus à des ressources adéquates (droits) leur permettant de s'affranchir de la faim en se procurant les denrées alimentaires nécessaires. Les droits sont définis comme l'ensemble des groupes de produits de base dont une personne maîtrise l'accès étant donné les conditions juridiques, politiques, économiques et sociales de la communauté à laquelle elle appartient (y compris les droits traditionnels tels que l'accès à des ressources communes)¹⁰.

Figure 02 : les dimensions de la sécurité alimentaire



⁹Op,cité

¹⁰Op,cité

Source : http://www.momagri.org/FR/articles/La-securite-alimentaire-un-enjeu-politique-d-actualite-_471.html

L'utilisation : L'utilisation de la nourriture par le biais d'un régime alimentaire adéquat, d'eau potable, d'assainissement et de soins de santé pour atteindre un état de bien-être nutritionnel où tous les besoins physiologiques sont remplis. Ce qui souligne l'importance des apports non alimentaires en matière de sécurité alimentaire¹¹.

La stabilité : Pour qu'une population dispose de la sécurité alimentaire, les ménages ou les individus doivent avoir accès à tout moment à une alimentation adéquate. Ils ne doivent pas être soumis au risque de perdre leur accès à la nourriture en cas de chocs soudains (crise économique ou climatique par exemple) ou d'événements cycliques¹².

1-4 Les indicateurs de la sécurité alimentaire

En 1997, la FAO « l'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture » initiait une consultation technique afin d'harmoniser l'utilisation des indicateurs destinés à évaluer l'état de la sécurité alimentaire dans le monde. Ces indicateurs, qui sont aujourd'hui regroupés sous la dénomination « Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité » (SICIAV), ont fortement évolué au cours du temps, en fonction de l'évolution du concept de sécurité alimentaire. Il s'agit des indicateurs suivants¹³:

- Stocks céréaliers mondiaux en pourcentage des tendances de la consommation céréalière mondiale ;
- Rapport entre les disponibilités et les besoins des cinq grands exportateurs de céréales (qui mesure la capacité des cinq principaux pays exportateurs de céréales à satisfaire la demande d'importations de blé et de céréales secondaires) ;
- Stocks de clôture en pourcentage d'utilisation totale pour les principaux exportateurs de céréales ;
- Variations de la production céréalière en Chine, en Inde et dans la CEI (Communauté des Etats Indépendants) ;
- Variations de la production céréalière dans les pays à faible revenu et

¹¹Op,cité

¹²Op,cité

¹³World Bank. 1986. Poverty and Hunger: Issues and Options for Food Security in Developing Countries. Washington DC, P : 32

à déficit vivrier , à savoir environ 80 pays en développement considérés comme les plus vulnérables aux fluctuations des approvisionnements alimentaires et des cours internationaux ;
- Variations de la production céréalière dans les PFRDV, à l'exception de la Chine et de l'Inde (qui ont une forte incidence sur le niveau de l'indicateur 5.)

- Mouvements des prix à l'exportation des principales céréales.

Or, outre le fait qu'ils ne concernent que les céréales, ces indicateurs ne donnent qu'une idée de la disponibilité alimentaire en termes macroéconomiques et à un niveau mondial, à partir de données agrégées. L'aspect qualitatif et individuel de la sécurité alimentaire est donc laissé de côté, avec les imprécisions et biais que cela implique.

2- L'état de la sécurité alimentaire dans le monde

2-1 : L'état de la sécurité alimentaire dans le monde 1986-2013

Quelque 800 millions de personnes dans le monde souffrent de la sous-alimentation ; ce chiffre ne pas très peu varié depuis la période de base 1990 -92 des engagements contractés au sommet mondial de l'alimentation et à l'égard des objectifs du millénaire pour le développement, à savoir de réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim à l'horizon 2015.¹⁴

Il est particulièrement préoccupant de constater l'existence de points chauds de la faim caractérisés par la persistance et la prévalence généralisées de l'insécurité alimentaire, en particulier dans le cadre de crises prolongées. À partir de mai 2006, 39 pays dans le monde connaît ces deux graves crises alimentaires et avait besoin d'une aide extérieure pour faire face à une insécurité alimentaire critique : 25 en Afrique, 11 en Asie et dans le Proche-Orient, 2 en Amérique latine et 1 en Europe¹⁵.

Le tableau ci dessus indique clairement l'importance de l'intervention humaine dans l'apparition de ces crises, soit de façon directe (à la suite d'une guerre ou d'un conflit civil) ou en raison de l'interaction

¹⁴<http://www.fao.org/>

¹⁵You, Liangzhi, Claudia Ringler, Gerald Nelson, Ulrike Wood-Sichra, Richard Robertson, Stanley Wood, ZheGuo, Tingju Zhu, et Yan Sun. 2010. « What Is the Irrigation Potential for Africa? A Combined Biophysical and Socioeconomic Approach.» IFPRI Discussion Paper 00993. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC. www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp00993.pdf. Consulté le 19 janvier 2012. Zambia Central Statistical Office. 2010. Poverty Trends Report, 1996–2006. Lusaka., P :123

avec des risques naturels qui autrement seraient de moindre importance.

Tableau 1. Graves crises alimentaires, 2005

Variable dominante	Afrique	Asie	Amérique latine	Europe	TOTALE
Humaine	10	3	1	1	15
naturelle	8	7	1	0	16
Mixte	7	1	0	0	8
totale	25	11	2	1	39

Source : FAO, SMIAR, 2005

Au cours des 20 dernières années, le nombre de crises alimentaires a augmenté d'une moyenne de 15 par an dans les années 1981 à plus de 30 par an à partir de l'an 2000. Les crises alimentaires les plus graves provoquées par l'intervention humaine qui persistent pendant plusieurs années sont considérées comme des crises prolongées¹⁶.

La plupart des crises prolongées touchent l'Afrique, où le nombre moyen de crise a triplé au cours des 20 dernières années. Ces crises sont essentiellement favorisées par les conflits armés, souvent accompagnés de sécheresses, d'inondations et des effets de la pandémie du sida. L'incidence de ce facteur sur la production alimentaire et la sécurité alimentaire a été catastrophique pour des millions de personnes qui sont obligées de quitter leurs foyers, ans l'impossibilité de travailler leurs terres, coupés des marchés où ils peuvent écouler leurs produits ainsi que des approvisionnements commerciaux de semences, d'engrais et du crédit¹⁷.

D'après la lecture de tableau ci-dessous, on distingue que les tendances de la sous-alimentation: des progrès dans presque toutes les régions, mais à des rythmes très différents. Les dernières estimations de la FAO montrent que l'on continue de progresser dans la lutte contre la faim dans le monde: on estime qu'environ 805 millions de personnes étaient en situation de sous-alimentation chronique en 2012-2014, soit une diminution de plus de 100 millions de personnes

¹⁶FAO STATISTICAL YEARBOOK, 2012, Africa Food and Agriculture Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et république algérienne démocratique et populaire, cadre de programmation par pays Algérie 2013-2016, décembre 2012, P : 43

¹⁷Op,cité

sur la dernière décennie, et 209 millions de personnes de moins qu'en 1990-1992.

Sur la même période, la prévalence de la sous-alimentation est passée de 18,7 à 11,3 pour cent dans le monde et de 23,4 à 13,5 pour cent dans les pays en développement¹⁸.

Tableau 02 : Nombre de personnes sous-alimentés (en millions) en prévalence de la sous alimentation (en %)

	1990-92	2000-02	2005-07	2008-10	2011-13*
Monde	1015,3 18,9%	957,3 15,5%	906,6 13,8%	878,2 12,9%	842,3 12,0%
Régions développées	19,8 <5%	18,4 <5%	13,6 <5%	15,6 <5%	15,7 <5%
Régions en développement	995,5 23,6%	938,9 18,8%	892,9 16,7%	863,0 15,5%	826,6 14,3%
Afrique	177,6 27,3%	214,3 25,9%	217,6 23,4%	226,0 22,7%	226,4 21,2%
Afrique du nord	4,6 <5%	4,9 <5%	4,8 <5%	4,4 <5%	3,7 <5%
Asie	751,3 24,1%	662,3 18,3%	619,6 16,1%	585,5 14,7%	552,0 13,5%

Source :FAO*projections

2-2 L'insécurité alimentaire dans les pays arabes :

Parmi les causes majeurs de l'insécurité alimentaire dans les pays arabes sont les prix très élevés des produits de base agricoles au cours des six premiers mois de 2008 ont ravivé dans le monde entier les préoccupations relatives à l'aggravation de la pauvreté et de la malnutrition¹⁹. Les prix ont toutefois reculé d'environ 50 % depuis juin 2008, une baisse partiellement liée à de forts gains de production

¹⁸L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, créer un environnement plus propice à la sécurité alimentaire et la nutrition, FAO, 2014, P : 12

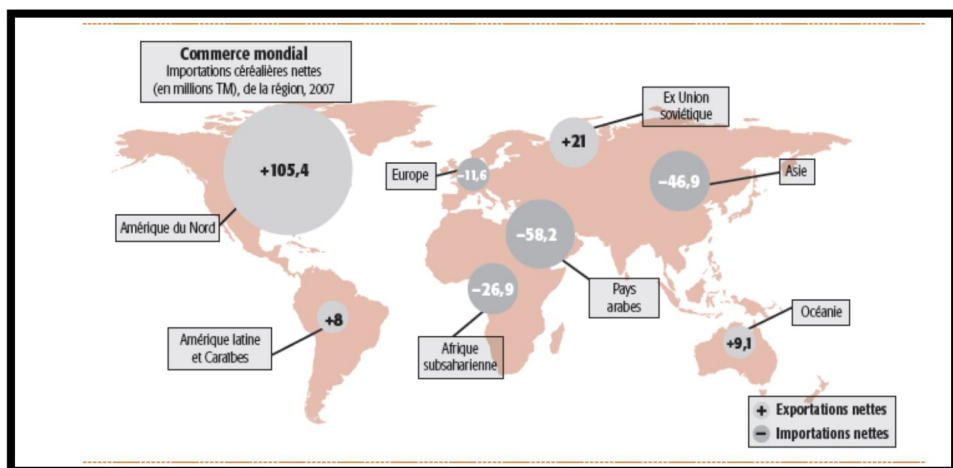
¹⁹Stamoulis, K., Zezza, A. (2003) A Conceptual Framework for National Agricultural, Rural Development, and Food Strategies and Policies.ESA Working Paper No. 03-17, P: 22

dans les pays développés. D'autres facteurs importants ont contribué à la chute des prix, notamment la crise financière mondiale, le plongeon des cours mondiaux du pétrole et l'appréciation du dollar américain. En dépit de la baisse récente des prix alimentaires, bien des facteurs sous-jacents influant sur la hausse et la volatilité des prix semblent devoir persister. Des facteurs structurels, tels que la croissance démographique, la hausse des revenus et la demande en biocarburants, peuvent empêcher les prix réels de retomber aux creux historiques du début des années 2000²⁰.

On peut ajouter clairement que les pays arabes sont très vulnérables aux fluctuations des marchés internationaux des produits de base car ils sont fortement tributaires des importations de denrées alimentaires.

Les pays arabes sont les plus gros importateurs de céréales dans le monde (carte). La plupart importent au moins 50 % des calories alimentaires qu'ils consomment.

Carte : Les pays arabes sont les plus gros importateurs nets de céréales dans le monde (millions de tonnes métriques, 2007)

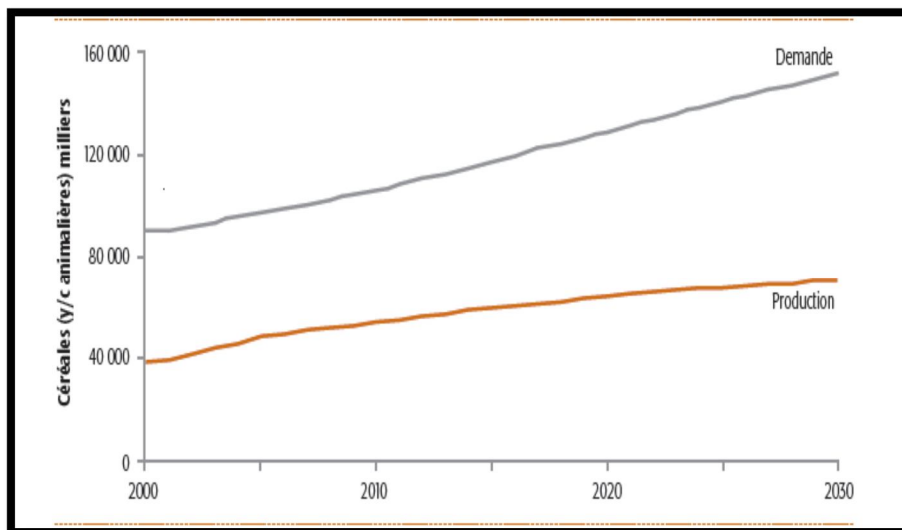


Sources : FAO

²⁰ Le développement humain 2014 Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-report-fr.pdf>, P : 43

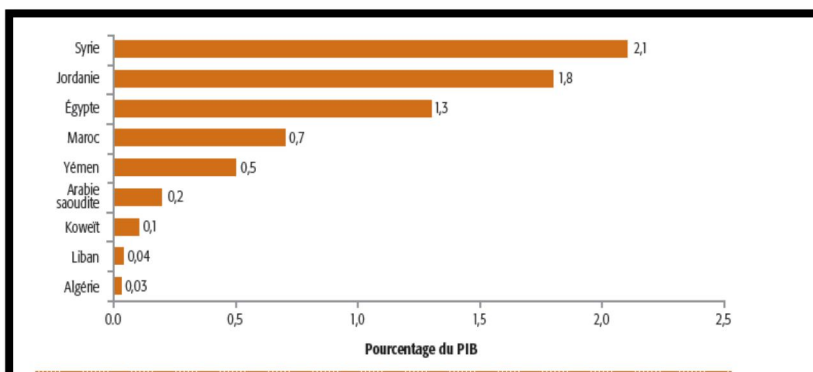
Les pays arabes à haute dépendance des importations de céréales et fort déficit budgétaire sont les plus vulnérables au niveau macroéconomique et aussi la demande de céréales dépasse de loin la production intérieure dans les pays arabes (figure)

Figure 04 : la demande de céréales dans les pays arabes :



Source : Banque mondiale

Figure 05: Les subventions alimentaires représentent une part importante du PIB dans certains pays(2007) :



Source : Banque mondiale

2-3 développement humain et sécurité alimentaire

« Le développement humain est un processus qui conduit à l'élargissement de la gamme des choix qui s'offrent à chacun. Les plus essentiels sont : vivre longtemps et en bonne santé, acquérir un savoir et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable. » —Rapport sur le développement humain 1990.

La notion de sécurité humaine est une partie intégrante du développement humain. Ce Rapport s'inscrit dans la logique de l'approche de la sécurité humaine tout en restant axé sur la vulnérabilité et sur la manière dont celle-ci menace de nuire aux progrès du développement humain.

Régions	Indice de développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance	Durée moyenne de scolarisation	Durée attendue de scolarisation	Revenu national brut (RNB) par habitant	Indice de développement humain (IDH)
Etats arabes	0,682	70,2	6,3	11,8	15 817	0,681
Asie de l'Est et Pacifique	0,703	74,0	7,4	12,5	10 499	0,699
Europe et Asie centrale	0,738	71,3	9,6	13,6	12 415	0,735
Amérique latine et Caraïbes	0,740	74,9	7,9	13,7	13 767	0,739
Asie du Sud	0,588	67,2	4,7	11,2	5 195	0,586
Afrique subsaharienne	0,502	56,8	4,8	9,7	3 152	0,499
Algérie	0,717	71,0	7,6	14,0	12 555	0,715

Dans ce contexte, on met davantage l'accent sur les impératifs de réduction des disparités et le renforcement de la cohésion sociale, en particulier par des actions qui s'attaquent à la violence sociale et à la discrimination. Beaucoup de pays situés dans le tiers inférieur de l'indice de développement humain sortent actuellement de longues périodes de conflit ou sont toujours confrontés à la violence armée.

Plus de 1,5 milliard de personnes vivent dans des pays touchés par des conflits, c'est-à-dire près d'un cinquième de la population mondiale²¹.

Par ailleurs, l'instabilité politique récente comporte un coût humain très important : près de 45 millions de personnes ont été forcées de se déplacer suite à des conflits ou des persécutions à la fin de l'année 2012 – le chiffre le plus élevé en 18 ans – plus de 15 millions d'entre elles étaient des réfugiés²².

Tableau 03 : indice du développement humain dans le monde par région 2013

Source : Rapport sur le développement humain 2014 : Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-report-fr.pdf>

Pour l'Insécurité alimentaire ; la grande volatilité des prix et le manque de disponibilité de la nourriture sont des problèmes particulièrement graves, étant donné l'importance de leur impact sur les personnes pauvres et sur les pays pauvres. Suite à la crise économique mondiale de 2008, la montée des prix de la nourriture et la récession ont ralenti le déclin du nombre de personnes souffrant de famine dans le monde. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture évaluait l'étendue de cette famine à 842 millions de personnes touchées en 2012. Ceci illustre de manière frappante l'inefficacité des efforts mondiaux visant à éliminer la faim et à réduire l'ampleur des privations.

Risques économiques, Inégalité, Risques sanitaires, Environnement et catastrophes naturelles, Insécurité physique

3- La sécurité alimentaire en Algérie et les principales démarches initiées par la FAO :

Les insuffisances des politiques antérieures, mises en relief lors des bilans et analyses multiples réalisés depuis la fin des années 1990, expliquent le niveau faible accusé par l'agriculture nationale. Les performances insuffisantes ont conduit, d'abord en 2000, à l'avènement du PNDA (Plan national de développement agricole), puis, après une étape d'approfondissement de la réflexion et de renforcement des capacités, à celui intervenu en 2009 de la politique de la politique du Renouveau agricole et rural, sur la base des leçons

²¹ www.banquemonddiale.org

²² www.fao.org/

tirées et de l'identification des diverses composantes du contexte interne et mondial²³.

3-1 Agriculture et Ressources Naturelles

Caractéristiques principales et performances de l'Agriculture

L'agriculture représente un secteur important pour l'économie algérienne, tant par sa contribution au titre de sa fonction première de couverture des besoins alimentaires du pays, qu'elle assure à hauteur de 70 % en moyenne, taux demeuré stable au cours de la période récente et qui reflète les impacts des efforts réalisés pour faire face à l'accroissement et à la diversification de la demande, qu'à celui de protection des ressources naturelles, et de pourvoyeur d'emplois et de revenus²⁴.

En termes de productivité physique, des résultats probants ont été réalisés depuis la rénovation des politiques agricoles et rurales, en termes de rattrapage des rendements relativement aux pays de la zone méditerranéenne Sud. L'industrie agroalimentaire, qui représente en 2012, 23555 PME, 140000 employés et 33 % de la valeur ajoutée hors hydrocarbures, a connu un très net développement et modernisation au cours de la décennie 2000. Des PME du secteur privé très dynamiques ont pu redonner sa place à ce sous-secteur, après la crise des entreprises publiques, conséquence des politiques suivies et de l'application des mesures d'ajustement structurel, selon le Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche

Selon les estimations de l'Office National des Statistiques, l'Algérie contient les ressources suivantes :

Ressources en eau

Les ressources en eau jouent un rôle central dans l'amélioration de la sécurité alimentaire, en raison du climat semi-aride et aride qui caractérise une part prédominante du territoire. Les ressources en eau superficielles renouvelables internes sont estimées à 10 milliards de

²³Idir BAÏS, Systèmes de production agricole et systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL, novembre 2010, P : 20

²⁴<http://www.minagri.dz/>

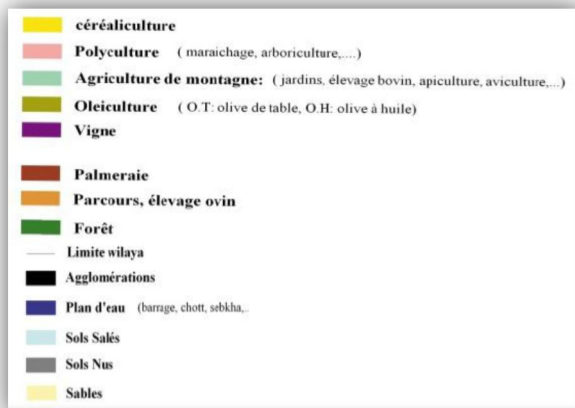
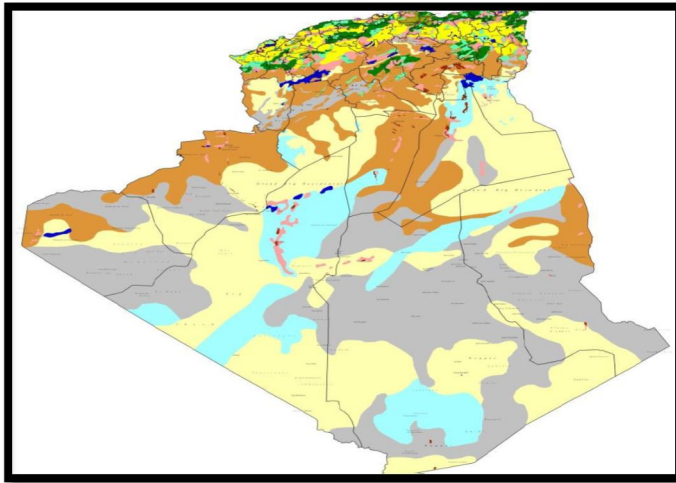
m³/an pour l'ensemble du pays. Les ressources en eau souterraine renouvelable contenues dans les nappes du nord du pays sont d'environ 02 milliards de m³/an, alimentées irrégulièrement par les précipitations. Les deux grands aquifères profonds du Continental Intercalaire et du Complexe terminal au Sud, constituent des réserves importantes, mais faiblement renouvelables. Les études estiment à un potentiel exploitable de 05 milliards/an, sur un total de 40000milliards de m³.

Ressources en sols

La réponse aux multiples défis que représentent la sécurité alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles se trouve dans la promotion, la consolidation et la généralisation, avec la participation des acteurs, d'un nouveau modèle de croissance du secteur agricole. Ce nouveau modèle doit autoriser la sortie du productivisme et le passage à une intensification durable des systèmes de production agricole. Il s'agit alors de produire plus, mieux, avec moins de facteurs de production mobilisés, d'améliorer la productivité rapportée à la même superficie.

Par ailleurs, une composante essentielle concerne le programme de lutte contre la désertification, qui a été consolidé au niveau de 30 wilayas de zones fragiles (08 wilayas steppiques, 13 wilayas agro-pastorales et 09 wilayas sahariennes) et devra toucher, à l'échéance 2014, 965 communes, 2.323 localités et 99.621 ménages. Les projets de lutte contre la désertification (PPLCD) sont l'outil principal de réalisation de ce programme.

Carte : carte agricole de l'Algérie



Source : Le renouveau agricole et rural en marche, revue et perspectives, Mai 2012, www.minagri.dz, P :12

Forêts

Le programme de gestion et d'extension du patrimoine forestier concerne 672 communes qui relèvent de 38 wilayas. Les réalisations enregistrées en 2011 portent d'abord sur notamment l'extension du patrimoine forestier avec : plus de 12.500 hectares de reboisement ; 6.000 hectares en repeuplement de chêne liège ; et 20.000 hectares de travaux sylvicoles ; ensuite sur une impulsion de la production forestière, avec l'exploitation de 118 835 m³ de bois, la récolte de 47.847 quintaux de liège et de 320 tonnes d'alfa ; enfin sur des actions de désenclavement, de lutte contre les incendies de forêts et de mobilisation de la ressource hydrique, complétées par la modernisation des outils de gestion informatisée des forêts ; et gestion des peuplements porte graines.

Parcours

Les parcours représentent un patrimoine important qui a fait l'objet de programmes renforcés depuis 2009, dans le cadre du Renouveau rural, portant les réalisations de mises en défens en régions steppiques à 33048 ha, avec une recherche active de participation des populations locales concernées, gage essentiel du succès des projets initiés. Les plantations pastorales ont atteint une superficie de 3545 ha en 2011.

Biodiversité

L'inventaire national de la faune et de la flore et des habitats qui consiste à actualiser les connaissances anciennes, a été finalisée dans sa partie cahier des charges en 2011 en vue son lancement en 2012. Cette étude fera l'inventaire national des connaissances existantes sur la flore et sur la faune sauvages et déterminera pour la première fois leurs habitats naturels. Les informations seront insérées dans une base de données cartographique et alphanumérique, véritable tableau de bord pour les gestionnaires qui seront pourvus d'un plan d'action par wilaya. Le plan d'action s'insère dans les projets PPDR initiés, et la mise en œuvre se réalise en étroite collaboration avec le ministère chargé de l'Environnement, impliquant les diverses parties prenantes. Une autre composante importante concerne l'activité des parcs nationaux qui comprend quatre volets : la protection des ressources naturelles, l'éducation environnementale, notamment la sensibilisation des écoliers et des étudiants, l'intégration des populations riveraines et la recherche scientifique

Pêche

L'adoption de l'approche consignée dans le Schéma Directeur de Développement des Activités de la Pêche et de l'Aquaculture à l'Horizon 2025, a permis de définir et mener une série d'actions à vocation économique, fondées sur le concept de durabilité, intégrant ainsi la dimension de préservation des ressources. Si le renforcement des capacités de pêche avait pour objectif une contribution plus conséquente de ce secteur à la satisfaction des besoins alimentaires des populations, parallèlement l'essor attendu de l'aquaculture est conçu comme une voie permettant de faire face aux menaces pesant sur les ressources halieutiques. Il a été décidé dans ce cadre d'atteindre progressivement une structure de la production partagée à égalité entre la pêche maritime et l'aquaculture.

Par ailleurs, un chantier de réflexion a été ouvert par le secteur pour concevoir une vision future 2015-2025, tenant compte des défis à relever et des contextes interne et externe.

3-2 La Sécurité Alimentaire en Algérie :

La facture des importations alimentaires de l'Algérie devrait s'établir à 8,5 milliards de dollars en 2012, réalisant une baisse par rapport à 2011. Le pays a importé environ 9,75 milliards de dollars de produits alimentaires en 2011, contre 6,05 milliards en 2010. Selon les chiffres des Douanes algériennes, les importations de produits alimentaires s'élèvent à 8,1 milliards de dollars pour les 11 premiers mois de 2012, équivalent à une baisse de 9,77 % par rapport à la même période de 2011.

Ce recul est dû à une baisse des différents produits, en particulier les céréales, semoules et farines, dont la facture est passée de 3,75 à 2,92 milliards de dollars (- 22, 19 %), et il en est de même pour les laits et produits laitiers, reculant de 1,42 milliard à 1,19 milliard de dollars (- 16,21 %). Les mêmes avancées ayant été réalisées pour les autres produits (légumes secs, sucre), le pays est aujourd'hui parvenu à produire 72 % de ses produits alimentaires. Après avoir d'abord pu stopper la tendance à l'aggravation du poste importations de produits alimentaires, alors que cette part était restée jusque-là relativement stable, c'est-à-dire autour de 70 %, c'est une tendance de redressement qui est ainsi amorcée.

L'analyse de la composition de ces importations (blé dur, blé tendre, orge, légumes secs, lait) révèle une nette baisse pour le blé dur et l'orge ainsi qu'une nette augmentation pour le blé tendre, ce qui confirme les changements observés à la fois dans le profil de la production animale – grande consommatrice de céréales – et dans celui du panier alimentaire des ménages. Il faut souligner enfin que la part des importations alimentaires dans les importations globales est restée relativement inchangée, fluctuant dans une fourchette de 16 % à 20 % au cours de la période.

La croissance de la production agricole, qui a atteint 13,8 % au cours des quatre années de mise en œuvre de la politique de Renouveau agricole et rural (2009-2012), a été supérieure à l'objectif initial qui s'élevait à 8,3 %. En valeur, la production totale est passée de près de 500 milliards de dinars en 2001 à 1600 milliards de dinars en 2011, pour atteindre 2223 milliards de dinars en 2012, soit 29,3 milliards de dollars²⁵.

Enfin, le facteur démographique ci-dessus évoqué représente un déterminant essentiel, pesant sur le niveau des besoins alimentaires. Le taux d'accroissement naturel a évolué de 3,5 % dans les années 1970-1980, qui ont connu une forte pression démographique, avant de descendre à 1,78 % en 2006 et reprendre progressivement depuis, pour atteindre 2,03 % aujourd'hui, un taux qui correspond tout juste au renouvellement de la population (2012, ONS).

- **La politique actuelle de renouveau agricole et rural (de 2009 à ce jour) :**

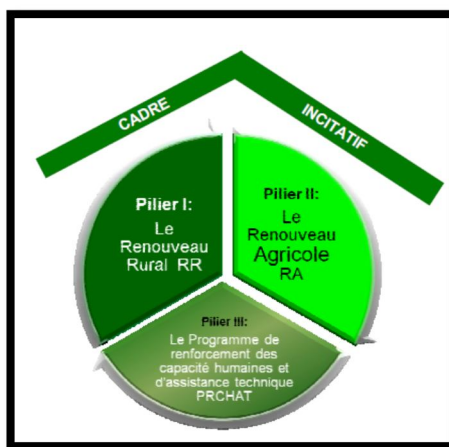
La Politique de renouveau agricole et rural réaffirme l'objectif fondamental poursuivi par les politiques agricoles qui se sont succédées depuis 1962, à savoir le «renforcement durable de la sécurité alimentaire nationale tout en mettant l'accent sur la nécessité de transformer l'agriculture en véritable moteur de la croissance économique globale ». Cette stratégie adoptée consiste à réduire les vulnérabilités, à développer les atouts grâce à une forte implication

²⁵www.ons.dz

des différents acteurs privés et publics et à promouvoir l'émergence d'une nouvelle gouvernance de l'agriculture et des territoires ruraux²⁶.

Cette Politique s'articule autour de trois piliers (le Renouveau rural, le Renouveau agricole, le Programme de Renforcement des Capacités Humaines et de l'Assistance Technique (PRCHAT) et d'un Cadre Incitatif.

Figure 06 : Les trois piliers de la Politique de renouveau agricole et rural



Source : Le renouveau agricole et rural en marche, revue et perspectives, Mai 2012, www.minagri.dz, P : 23

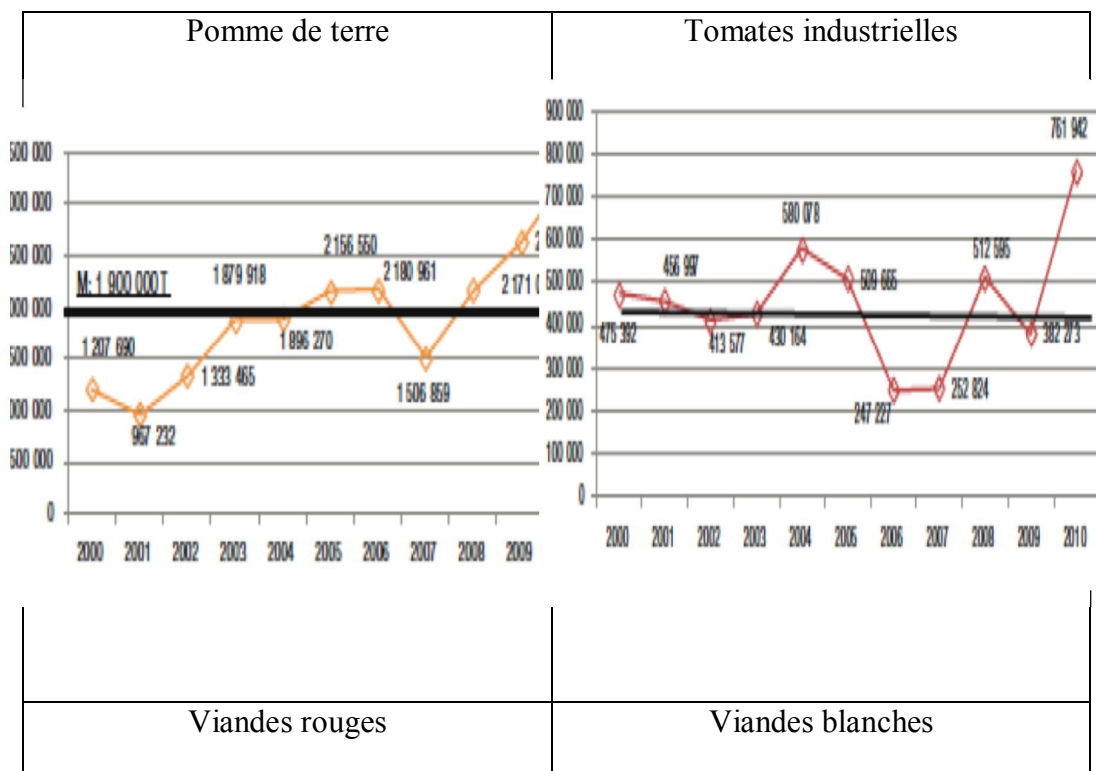
A la lumière du programme cité²⁷, la période 2000–2020 a été choisie pour situer les réalisations de la politique depuis son lancement en 2009 dans l'esprit de construction progressive qui la guide. Avec ce premier bilan, une vision d'ensemble se dessine plus clairement. L'horizon 2020 est retenu pour préciser le défi à relever par la Politique de renouveau agricole et rural. Ce programme, vise aussi à

²⁶Le renouveau agricole et rural en marche, revue et perspectives, Mai 2012, www.minagri.dz, P : 22

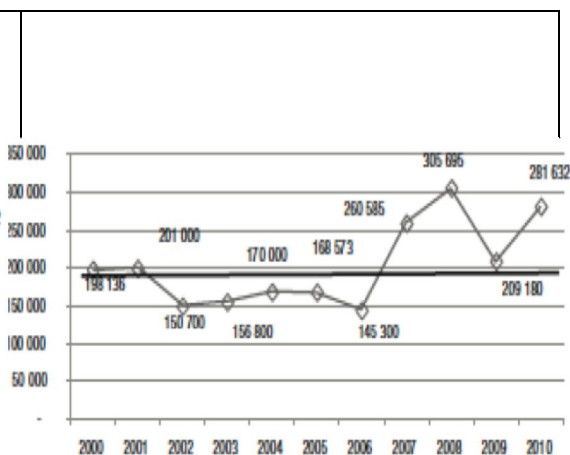
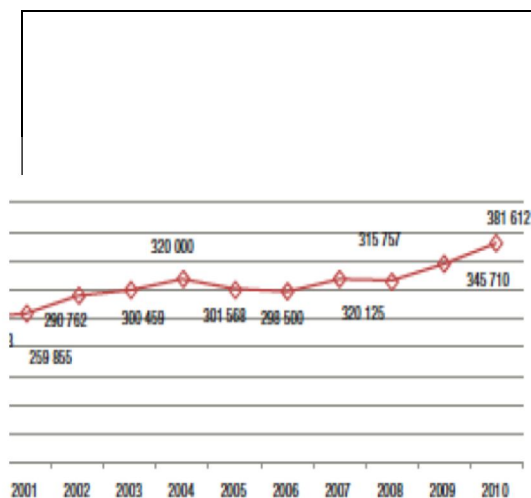
²⁷La politique de renouveau agricole et rural, le défi du renforcement durable de la sécurité alimentaire nationale : Les axes stratégiques de mise en œuvre de la politique de renouveau agricole et rural visent le renforcement de la sécurité alimentaire nationale. Elle passe inévitablement par la recherche, à moyen terme, de changements et d'impacts significatifs sur les bases structurelles qui fondent l'état de sécurité alimentaire de la nation, Présentation de la politique de Renouveau Agricole et Rural en Algérie et du programme quinquennal 2010-2014, <http://www.minagri.dz/pdf/Prezentat%20rar.pdf>, P : 01

donner l'opportunité d'une autre manière de gouverner le secteur agricole et rural, promouvoir une croissance économique internalisée, soutenue et durable et en dernier temps, de donner un renouvellement et une efficacité accrue des outils de gestion publique²⁸. Le niveau de sécurité alimentaire en Algérie est généralement apprécié par la production et la disponibilité alimentaire, comme montre la figure suivante :

Figure 07: évolution des productions agricoles de 2000 à 2010 en Tonnes

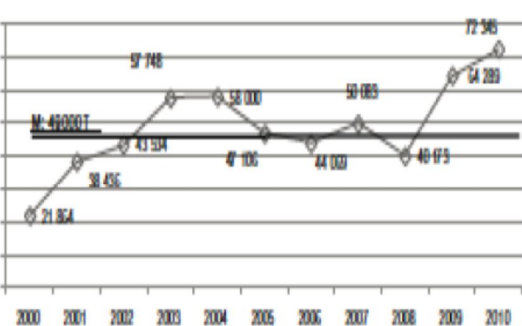
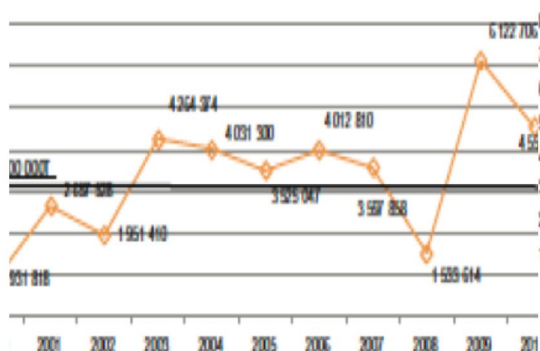


²⁸Le renouveau agricole et rural en marche, revue et perspectives, Mai 2012, www.minagri.dz, P :56



Céréales

légumes secs



Source : Le renouveau agricole et rural en marche, revue et perspectives, Mai 2012, www.minagri.dz, P :84

3-3 Activités et réalisations de la FAO en Algérie

Le Programme National de Développement Agricole et la Stratégie de Développement Rural ont évolué pour aboutir en 2009 à ‘La Politique du Renouveau de l’Economie Agricole et du Renouveau Rural’, qui constitue la réponse stratégique et opérationnelle que le pays apporte à la question lancinante de la sécurité alimentaire. Cette nouvelle politique exigeait une mobilisation large et efficiente de l’ensemble des acteurs du développement agricole et rural notamment, y compris des partenaires de la Coopération. Dans ce cadre précis, une requête formelle du Gouvernement algérien avait été adressée à la FAO pour accompagner le pays dans la mise en œuvre de cette stratégie. Le manque de fonds a imposé l’approbation d’autres requêtes de même importance mais surtout anciennement transmises au siège. La protection des cultures est également une composante essentielle de cette coopération entre la FAO et le Gouvernement algérien afin de prévenir et de gérer l’infestation des cultures par les ravageurs de manière à stabiliser les productions et à en améliorer la rentabilité et donc la sécurité alimentaire²⁹.

- le soutien à l’élaboration et à la mise en œuvre des plans et programmes entrant dans le cadre de la Politique nationale de développement agricole (PNDA), de la Stratégie nationale de développement rural durable (SNDRD) ;
- le soutien à la protection des cultures donnant lieu à l’élaboration de projets régionaux (Red Palm Wivel) ;
- le soutien à lutte contre les maladies animales ;
- la contribution à la protection de la santé humaine avec l’appui à la création d’un Comité national du Codex Alimentarius, comme à l’organisation d’un séminaire national et au montage d’actions de formation ;

²⁹FAO STATISTICAL YEARBOOK, 2012, Africa Food and Agriculture Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture et république algérienne démocratique et populaire, cadre de programmation par pays Algérie 2013-2016, décembre 2012, P : 45

- le soutien à la création de deux sites pilotes de développement de l'aquaculture intégrés et l'élaboration d'un projet de formation des personnels chargés de l'essor de l'aquaculture ;
- l'appui à la mise en place d'un programme national de Petite et Moyenne hydraulique, constituant un modèle de collaboration intersectorielle, , projet ayant donné lieu à la réalisation de trois projets pilotes (projet d'Aménagement hydro(agricole à partir d'une retenue collinaire ; projet de réhabilitation ; projet de mise en place d'une structure de gestion).

Aujourd'hui, l'Algérie a enregistré des avancées remarquables dans différents domaines en dépit de la crise financière qui n'a épargné aucun pays et qui s'est vite transformée en une crise économique et sociale. Un montant de 286 milliards de dollars a été alloué au plan quinquennal 2010-2014 avec 1.500 milliards de Dinars à l'appui au développement de l'économie nationale, et notamment plus de 1.000 milliards de Dinars affectés au plan de développement agricole et rural³⁰.

L'amélioration de la sécurité alimentaire, passant par la diversification et la modernisation de l'agriculture, de même que par l'extension des surfaces agricoles et des surfaces irriguées, demeurent l'objectif principal des pouvoirs publics. Plus de 16 milliards de Dinars seront alloués à la Pêche pour, notamment, accompagner le développement de cette activité et la soutenir par de nouvelles infrastructures et le développement de l'aquaculture, et permettre à ce secteur de jouer pleinement le rôle qui lui revient dans la construction d'une sécurité alimentaire solide et durable. Par ailleurs, ce programme à moyen terme alloue une part significative de son montant (environ 40 %) à l'amélioration du développement humain³¹.

Une grande partie du budget va au parachèvement des grands projets déjà entamés notamment dans les secteurs du rail, des routes et de l'eau, pour un montant de 9.700 milliards de Dinars (équivalent à 130 milliards de dollars).

³⁰<http://www.minagri.dz/>

³¹ FAO STATISTICAL YEARBOOK, 2012, Africa Food and Agriculture Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et république algérienne démocratique et populaire, cadre de programmation par pays Algérie 2013-2016, décembre 2012, P : 45

Cette mobilisation financière traduit la volonté de l'Algérie d'assurer une impulsion forte au développement économique et social, et ces projets d'investissements lourds de développement et modernisation des grandes infrastructures commencent à avoir des effets nets sur les dynamiques économiques dans le monde rural (désenclavements, facilitations pour les approvisionnements et l'écoulement des productions, ...) La collaboration technique de la FAO s'inscrit dans ce cadre et vise à apporter un soutien en prenant en considération les priorités définies par le pays, tout en tenant compte des avantages comparatifs de l'Organisation, de façon à valoriser au mieux les capacités de cette dernière³².

Les Opportunités identifiées par le FAO³³ :

- La volonté politique affirmée de soutien au secteur agricole, alimentaire et rural, consacré secteur d'intérêt stratégique ;
- L'élaboration et l'adoption de stratégies de développement sectorielles et de programmes à court et moyen terme (quinquennal) clairement affichés (cf Contrats de performances agricoles, Objectifs arrêtés en matière de mobilisation des ressources en eau, ...) ;
- La mobilisation de ressources budgétaires conséquentes pour appuyer les acteurs économiques ;
- La grande diversité des zones naturelles et des vocations productives correspondantes ;
- La richesse des ressources naturelles biologiques (végétales et animales) ;
- La diversification et la croissance rapide de la demande locale en produits agricoles de qualité ;
- Le potentiel d'exportation de produits agricoles correspondant à une demande spécifique de produits bio et de terroir largement disponibles ;
- La ressource humaine jeune et formée ;
- L'intérêt marqué de partenaires étrangers intéressés pour contribuer à la concrétisation des programmes ambitieux de développement agricole, agroalimentaire et rural ;

³² Op, cité

³³ Les priorités de l'action de la FAO en matière de sécurité alimentaire Notes d'orientation juin 2006 n° 2, P : 04

- La dynamique engagée bénéficie pour son élargissement de l'atout que représentent les exemples multiples de succès d'investisseurs dans les diverses filières et régions du pays.

L'analyse de l'évolution du taux de croissance de la production agricole totale montre qu'après une augmentation très faible entre 1962 et 1980, celle-ci a cru en moyenne annuelle d'environ 3% entre 1981 et 1990, de 3,2% entre 1991 et 2000 et de 7,3% entre 2001 et 2011³⁴.

Conclusion :

Les fluctuations des prix et des revenus peuvent fortement affecter les pauvres et les personnes offrant de la faim. Cependant, les données récentes relatives aux indices des prix à la consommation des produits alimentaires mondiaux et régionaux indiquent que les flambées de prix sur les marchés des produits de base ont eu un effet limité sur les prix à la consommation et que les fluctuations de ces derniers ont été plus faibles que celles qui ont frappé les producteurs. Il reste que, lorsque les prix augmentent, les consommateurs se tournent couramment vers des aliments meilleur marché, mais de moindre qualité nutritionnelle, ce qui augmente le risque de voir se développer des carences en micronutriments et d'autres formes de malnutrition, qui peuvent avoir des effets néfastes à long terme sur la santé, le développement et la productivité des personnes et le développement humain d'une nation.

Les pays arabes sont très vulnérables aux chocs des prix internationaux des produits de base alimentaires, les produits de base agricoles internationaux sont peut-être en train d'entrer dans une période de volatilité durable des prix en raison de l'étroitesse des marchés et du contingentement des stocks et même les investissements en productivité agricole sont essentiels pour conserver à long terme des prix stables et abordables.

La Politique du Renouveau agricole et rural adoptée en Algérie en 2009 enregistre un excellent bilan qui souligne la richesse de la

³⁴Le renouveau agricole et rural en marche, revue et perspectives, Mai 2012, www.minagri.dz, P :57

démarche entreprise et l'importance des résultats obtenus durant ces 3 dernières années (2009/2010/2011).

La disponibilité alimentaire en volume est en progression continue. En cinquante ans, elle a doublé (1758 calories par jour et par habitant en 1962, 3500 en 2011). La population ayant été multipliée par 4 durant la même période, la disponibilité alimentaire totale a donc été multipliée par 8. Face à cette demande croissante, la production nationale a été en constante progression (7% par an en moyenne ces dix dernières années) et couvre en valeur 70 % des disponibilités alimentaire, les 30 % restant le sont par le recours aux importations³⁵.

Un effort important a été réalisé en 2005 par le MDDR (Ministre Délégué au Développement Rural) pour construire un indice de développement rural durable (IDRD), regroupant des indices de développement humain et social, de développement de l'économie rurale et de l'environnement. Les principaux paramètres mesurés portent sur : l'éducation, la santé, le logement, l'électrification, l'eau potable, l'assainissement, le désenclavement (téléphone, NTIC, routes), les services bancaires, l'emploi en agriculture et hors agriculture, la valeur ajoutée, la dégradation des ressources naturelles, la protection de l'environnement, l'urbanisation³⁶.

³⁵ Op, cité, P :63

³⁶ Op, cité, P : 58

Concernant les domaines stratégiques sur lesquels FAO pourrait concentrer son assistance ont été identifiés sur la base d'une revue des documents stratégiques et analyse des données, ainsi que des contributions élaborées par les différents départements ministériels en charge des secteurs les plus directement concernés, qui ont servi de base à la tenue d'un atelier de formulation participative du Cadre de Programmation Pays (Algérie) pour identifier les contraintes et opportunités et dégager les domaines prioritaires du CPP Algérie. Il a ainsi été possible, en prenant ancrage dans les différentes stratégies nationales concernées d'aboutir à des propositions de caractère intersectoriel, portant sur les domaines prioritaires de collaboration entre la FAO et l'Algérie, ainsi que les résultats visés au cours des quatre années à venir (à l'horizon de 2020)

Selon le rapport du PNUD (programme des nations unies pour le développement), l'indice de développement humain national de l'Algérie est passé de 0,681 en 2009 à 0,699 en 2010 (progression d'un point) jusqu'au 0.74 en 2014. Le nouvel indice de développement humain ajusté aux inégalités a été de 0,539 en 2009 pour passer à 0,553 en 2010.

Liste des références et des sources utilisées :

- Clay, E. 2002. Food Security: Concepts and Measurement, Paper for FAO Expert Consultation on Trade and Food Security: Conceptualising the Linkages Rome, 11-12 July 2002. Published as Chapter 2 of Trade Reforms and Food Security: conceptualising the linkages. Rome: FAO, 2003
- FAO (1983). World Food Security: a Reappraisal of the Concepts and Approaches. DirectorGenerals Report, Rome
- FAO STATISTICAL YEARBOOK, 2012, Africa Food and Agriculture Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et république algérienne démocratique et populaire, cadre de programmation par pays Algérie 2013-2016, décembre 2012
- Heidhues, F., Atsain, A., Nyangito, H. Padilla, M., Gherzi, G. & J. Le Vallée (2004) Development Strategies and Food and Nutrition Security in Africa: An Assessment. 2020 Discussion Paper No. 38.

- Idir BAÏS, Systèmes de production agricole et systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL, novembre 2010
- L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2013, Les multiples dimensions de la sécurité alimentaire, <http://www.fao.org/docrep/018/i3458f/i3458f.pdf>
- L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, créer un environnement plus propice à la sécurité alimentaire et la nutrition, FAO, 2014
- Le développement humain 2014 Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-report-fr.pdf>
- Le développement humain en Afrique – 2012 Vers une sécurité alimentaire durable, : 978-92-1-226041-9
- Le renouveau agricole et rural en marche, revue et perspectives, Mai 2012, www.minagri.dz
- Les priorités de l'action de la FAO en matière de sécurité alimentaire Notes d'orientation juin 2006 n° 2
- Rapport National sur le Développement Humain, Changement climatique, Sécurité alimentaire et Développement humain, 2010
- Renforcez la sécurité alimentaire dans les pays arabes, rapport établie par la banque mondiale et l'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, janvier 2009
- Stamoulis, K., Zezza, A. (2003) A Conceptual Framework for National Agricultural, Rural Development, and Food Strategies and Policies. ESA Working Paper No. 03-17
- World Bank. 1986. Poverty and Hunger: Issues and Options for Food Security in Developing Countries. Washington DC.
- You, Liangzhi, Claudia Ringler, Gerald Nelson, Ulrike Wood-Sichra, Richard Robertson, Stanley Wood, ZheGuo, Tingju Zhu, et Yan Sun. 2010. « What Is the Irrigation Potential for Africa? A Combined Biophysical and Socioeconomic Approach. » IFPRI Discussion Paper 00993. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC. www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp00993.pdf.

Consulté le 19 janvier 2012. Zambia Central Statistical Office. 2010. Poverty Trends Report, 1996–2006. Lusaka.

Liste des sites Web :

- <http://www.banquemonddiale.org/>
- <http://www.bneder.dz/pdf/journ-mond-alim1>
- <http://www.fao.org/>
- <http://www.minagri.dz/>
- http://www.momagri.org/FR/articles/La-securite-alimentaire-un-enjeu-politique-d-actualite-_471.html
- <http://www.ons.dz/>